AVIS DE TEMPÊTE CÉVENOLE

ENVIRONNEMENT, SANTÉ, PAYSAGES, PATRIMOINE

27 Juin 2025: «Primum non nocere»

Petite chronique du moratoire sur les EnRi (J+8)

Dans notre chronique d'hier¹, on a dit qu'on reviendrait sur Jean-Marc Jancovici. On a mentionné un de ses commentaires posté dans LinkedIn, en voici un autre², publié deux jours plus tôt, le 23 juin, et qui complète le tableau.

Depuis longtemps, nous avons eu l'impression que Mr Jancovici avait tout compris du problème. Et, là, on dirait qu'il vient de se fiancer à une solution. C'est bien sûr son droit le plus strict, mais cela naturellement soulève la question de savoir si la solution à laquelle il semble arrimer sa trajectoire est une solution au problème qu'il a su exposer avec à la fois opiniâtreté et brio.

Première perplexité, on ne s'attendait pas, venant de lui, à ce que nous avons appelé la "disqualification du messenger", le fait de pointer du doigt, comme il le fait, le Rassemblement National et une supposée démagogie. On acceptera qu'il faille trancher la question de savoir si la réouverture de Fessenheim, promue par le RN, est du domaine du réalisable. Si ça n'est pas le cas, il faudra évidemment s'en désolidariser. Pour le reste, Mr Jancovici est suffisamment renseigné pour savoir que les objections à la PPE sont fondées sur les mêmes données factuelles qu'il est maître dans l'art de manier, et que la proposition de politique énergétique portée par le mouvement STOP-PPE n'est pas réductible à une considération de politique partisane.

Si on évite la polarisation RN-versus-pas-RN, la confrontation entre pro- et anti-nucléaires, en tout cas au niveau idéologique, devient non-essentielle. Dans cette confrontation, le RN penche clairement d'un côté, mais à nouveau, STOP-PPE n'est pas le RN. Spécifiquement, le mouvement s'est focalisé sur les implications économiques, pour les finances du pays et de ses citoyens, d'une PPE qui, dans le bras de fer prolongé entre pro- et anti-nucléaires, semble se soustraire à la nécessité de trancher la question en prévoyant de relancer et conforter la filière nucléaire comme socle de l'infrastructure électrique nationale, et «*en même temps*» de

1

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Chronique%20Moratoire%20J+7%2026%20Juin%202025.pdf>

2 <http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/STOP-PPE%20Jean-Marc%20Jancovici%2023%20Juin%202025.pdf>

déployer les EnRi quasiment au même rythme que si on était dans un scénario à l'allemande d'abandon du nucléaire.

En cohérence avec cette sorte de non-choix, l' "*électrification des usages*" est devenue le nouveau mantra de la "transition" à la française. Intégrée comme horizon de la feuille de route qu'est la PPE, l'électrification généralisée conduit à augmenter de façon substantielle les consommations, et de façon vertigineuse, dès lors qu'on intègre les EnRi, les capacités de production. Le tout, à un coût prévisible lui aussi vertigineux.

Ce rebond dans la transition et les perspectives qu'il ouvre posent question à beaucoup, indépendamment de toute inclination partisane. Il est l'occasion de faire un bilan du chemin parcouru et des résultats obtenus. A quoi ont servi les dizaines de milliards déversés ces deux dernières décennies dans la supposée "transition"³, au prix notamment des dégâts territoriaux considérables occasionnés par le déploiement massif des énergies intermittentes?

Ca n'est ni notre modeste association, ni le mouvement STOP-PPE qui avons résumé ce bilan en disant que la transition a consisté à remplacer du nucléaire peu carboné par des EnRi peu carbonées. Cela a été dit par de multiples hauts responsables dans des rapports, dans des auditions par des commissions parlementaires etc. Mr Jancovici a participé à établir ces constats, et à les étayer par des chiffres incontestables.

Tous ces constats ont souligné que la transition ne servait pas à réduire l'empreinte carbone du secteur électrique. Aucun de ces constats n'a expliqué à quoi elle servait. En l'espèce, l'invocation ad nauseam de «*nos engagements auprès de l'Europe*» ne fait que déplacer la question. Quant à l'idée de la réduction de la part du nucléaire, on a tôt fait de voir d'où elle sortait, et on a vu depuis à quoi elle a abouti. Donc la question de l'utilité de tout cela reste entière.

En politique, créer le flou pour donner l'impression que personne n'a tout à fait tort peut être de bonne tactique, mais en matière de climat, on parle de la composition chimique de l'atmosphère, on ne peut pas dire en même temps qu'on n'a rien fait et qu'on a fait ce qu'il fallait faire.

Mme Pannier-Runacher fustige «*l'inaction climatique*». Si la "transition" des vingt dernières années a un impact carbone insignifiant, elle équivaut à de l'inaction climatique. Pour l'action climatique, vers qui faut-il se tourner? A supposer que Mme Pannier-Runacher ait les meilleures intentions du monde pour essayer d'améliorer le cours des choses, si on dit que le bilan climatique de la transition telle que menée par ses vingt prédécesseurs est négligeable ou nul, comment peut-elle être crédible, en 2025, dans son action à elle, si cette action ne marque pas une rupture patente avec celle des vingt ministres précédents?

Or, les gens sur le terrain, en milieu rural, pour l'heure, ne voient *aucune* rupture. Pour eux, la transition des vingt dernières années, c'est juste l'envahissement de leur environnement par des éoliennes, jusqu'à saturation dans plusieurs régions, et, entendent-ils, pour aucun avantage décelable, climatique ou autre.

³ Nous nous intéressons ici, et dans tout ce qui suit, seulement à la transition du système de production électrique.

Avec la PPE, ils voient que pour eux, les dix ou vingt prochaines années vont consister en la continuation de la déferlante éolienne, agrémentée désormais par le photovoltaïque au sol. Sauf que cette fois-ci, on leur dit, promis juré, que c'est pour le climat, puisque c'est pour l'électrification des usages.

Il n'y a pas besoin d'être affilié à tel ou tel parti pour vouloir y regarder à deux fois.

D'autant plus qu'entre temps, les gens en milieu rural ont repéré le lobby éolien. L'ensemble de la population française a en tête le lobby pétrolier, le lobby nucléaire, Big Pharma... mais seulement la moitié de la population semble avoir en tête le lobby des EnR, spécifiquement le lobby éolien.

Dans l'électorat urbain, et typiquement l'électorat urbain de gauche, le lobby éolien semble être très peu sur les radars, ou s'il l'est, c'est souvent sous la forme euphémisée d'un assemblage sympathique de bienfaiteurs qui se lèveraient tous les matins pour aider à sauver la planète.

C'est là qu'est la fracture à traiter entre urbains et ruraux, et non pas au niveau d'une représentation manichéenne entre un RN démagogique versus le reste du corps politique.

Avoir le lobby éolien sur le radar, ça veut dire quoi? Pour la réponse, refaisons un bref historique du succès planétaire de l'éolien industriel.

Crise pétrolière des années 70, renchérissement des cours du brut, prise de conscience de la dépendance occidentale aux pays producteurs. Les énergies renouvelables, éolien en tête, émergent de façon légitime pour répondre à ces enjeux.

Sur ce, financiarisation, subventions publiques, bulles spéculatives. Autour de tout cela, le marketing éolien met en place un habillage pudique: «*le vent est gratuit !*».

L'éolien investit ensuite le marché ouvert par la dynamique anti-nucléaire, très prégnante en Allemagne, et percolant du coup partout en Europe. C'est là qu'apparaît le point délicat de l'intermittence: comment remplacer une infrastructure pilotable par une filière qui produit selon la météo?

Pendant très longtemps, la question est traitée par l'hypothèse dite du "*foisonnement*", résumée par la maxime «*il y a toujours du vent quelque part !*», impliquant que **plus on installerait des éoliennes partout**, plus on lisserait la variabilité de la production, et plus on se rapprocherait d'un niveau plancher de production garantie suffisamment élevé pour couvrir les besoins à tout instant.

L'hypothèse s'est révélée fautive, non seulement à l'échelle géographique de l'Hexagone, mais y compris à l'échelle du continent européen: il y a des périodes de temps calme anticyclonique où la quantité de vent sur l'ensemble du continent est insignifiante au regard des besoins en électricité. Du coup, s'il n'y a pas de vent pour mille éoliennes, il n'y a pas de vent pour cent mille éoliennes.

L'hypothèse n'était pas en elle-même absurde, mais dans la mesure où elle portait sur le monde réel, elle avait vocation à être testée par confrontation au réel. Ce qui était irrationnel, c'était de se dispenser de cet exercice de vérification. Car de fait, cette vérification aurait pu se faire en amont, à l'économie, en conduisant une étude conceptuellement très simple de mesure des flux atmosphériques, reposant matériellement sur des mâts de mesure installés çà et là. Mais non. On a fait comme si on savait que l'hypothèse était vraie, et au lieu de simples mâts de mesure, on a installé des dizaines de milliers d'éoliennes, jusqu'à se rendre compte que l'hypothèse était fausse.

L'hypothèse étant fausse, l'intermittence est rédhibitoire, autrement dit les filières pilotables sont indispensables. En France, où le nucléaire représente environ 2/3 de la capacité pilotable, donc est difficilement contournable, le nucléaire est sauvé. En Allemagne, le nucléaire n'est pas incontournable; pour le contourner, on trouve autre chose: c'est le scénario 100% renouvelables basé sur le stockage.

Cette fois-ci, selon cette hypothèse du stockage, **plus on installera des éoliennes partout**, plus on aura des surplus qu'on pourra stocker sous forme de gaz à brûler pendant les périodes creuses de l'intermittence. On est à nouveau dans l'hypothèse, non pas qu'il y ait d'inconnues majeures sur la faisabilité *théorique* du processus, mais parce que la concrétisation sur le terrain est tellement pharaonique qu'on a du mal à seulement s'en représenter la matérialité, l'empreinte et la temporalité.

Ici, la question de comment tester l'hypothèse est complexe. Les Allemands semblent partis, comme précédemment avec le foisonnement, pour faire le test en grandeur nature.

Chez nous, la donne concernant le nucléaire est différente, et le mix électrique est déjà décarboné, donc on part sur une autre hypothèse, en fait une triple hypothèse:

- A. l'électrification de nos usages aura un impact climatique global positif;
- B. pour électrifier nos usages, il faut produire – et consommer – X TWh de plus qu'aujourd'hui;
- C. **plus on installera des éoliennes partout**, plus on facilitera la mise à disposition de cet incrément.

Bien sûr, nous venons ici de forcer le trait pour les besoins de la démonstration, et nous allons rectifier cela. La démonstration, en l'occurrence, vise à aider la fraction de la population qui n'a pas le lobby éolien sur son radar à comprendre la perspective de la fraction de la population qui, elle, l'a.

De fait, cette dernière constate qu'on est en présence, là, sur une vingtaine d'années de "transition" en Europe, de trois occurrences d'hypothèses qui incluent le fait de promouvoir l'installation du plus grand nombre possible d'éoliennes, aucune de ces occurrences n'étant ou n'ayant été testée.

Il n'y a pas besoin d'être électeur RN, ni de maîtriser le calcul des probabilités comme le fait Mr Jancovici, pour trouver cela curieux.

L'exercice rhétorique étant clos, reformulons l'hypothèse de l'électrification des usages, en tant qu'elle pose question, de la façon suivante:

H1: l'électrification de nos usages aura un impact climatique global positif; baptisons cela la "*vertu climatique*" de l'électrification;

H2: pour électrifier nos usages, il est nécessaire d'installer X gigawatts supplémentaires d'éolien (et, parallèlement, Y gigawatts de solaire photovoltaïque).

Pour que la PPE qui est contestée de toutes parts soit fondée en logique, il est nécessaire que les deux sous-hypothèses, H1 et H2, soient vérifiées. Pas juste une des deux: les deux.

Pour la seconde sous-hypothèse, STOP-PPE, et spécifiquement le moratoire sur les EnRi, est précisément une façon de poser la question de sa vérification. L'hypothèse est en effet fragile puisqu'il s'agit de pouvoir établir une soi-disant nécessité de recourir à des filières intermittentes, alors que le champ des possibles renouvelables inclut bien d'autres filières qui ne le sont pas, et qu'il y a aussi une latitude plus ou moins grande concernant le nucléaire. Le moratoire est prévu pour permettre d'examiner les combinaisons possibles selon la position du curseur concernant les niveaux de consommation et le dosage entre les différentes filières au sein du mix. C'est précisément autour de cette question que s'est cristallisée la contestation du projet initial de PPE, avec l'avis de l'Académie des Sciences et tous ceux allant dans le même sens.

Quant à l'hypothèse de la "*vertu climatique*" de l'électrification, c'est une tout autre affaire.

«*Impact climatique global positif*» inclut un pléonasme: l'impact climatique ne peut être positif que s'il est aussi global.

Comment tester cette hypothèse? Comment tester par exemple la question du bilan carbone global – cycle complet – du véhicule électrique, déployé en France selon les plans en vigueur à l'horizon 2035 et au-delà? Précisons d'emblée qu'il ne s'agit pas seulement d'établir que la transition au véhicule électrique aurait un effet climatique global favorable *relativement* au scénario de maintien des véhicules thermiques, mais il faut établir un effet climatique global positif *dans l'absolu*. Autrement dit, s'assurer non pas qu'on est en train de foncer dans le mur moins vite, mais qu'on est en train de réduire de façon significative le risque de collision.

Sur cette seule question, on a en tête l'exemple de la mine de charbon en Colombie qui alimente la centrale électrique au Chili qui fait tourner la mine géante qui produit le cuivre qui va dans le câblage de nos voitures électriques "propres". Si on essaie de construire une méthode de vérification de l'hypothèse, qu'envisage-t-on par exemple quant à la question de savoir quand et si le gouvernement colombien prévoirait de fermer sa mine de charbon, dont le fonctionnement, en l'état, grève le bilan carbone global du véhicule électrique?

Cette chronique est déjà longue et une analyse complète prendrait un peu de temps, mais on sent bien ici que le mieux qu'on puisse faire au titre d'une démarche rationnelle, ce sont des modélisations centrées sur les flux mondiaux d'approvisionnement (en matières premières, en composants etc), lesquelles modélisations vont nécessairement faire intervenir des hypothèses concernant la "*vertu climatique*" de ces divers flux. Or cela ne fait que déplacer la question: comment vérifie-t-on a priori chacune de cette multitude d'hypothèses en cascade?

Le philosophe L.Wittgenstein a dit que le sens d'un énoncé, c'est sa méthode de vérification. Il n'y a pas lieu de se laisser impressionner par l'aspect éventuellement abstrait de la proposition: voici une explication on ne peut plus simple, mais suffisante pour en faire comprendre la substance à un enfant de 8 ans.

Si je dis «*le centre-ville est à 12 km*», je peux expliquer cela en disant que si nous prenons la voiture en direction du centre-ville et que le compteur au départ est zéro, quand le compteur aura atteint 12, nous aurons atteint le centre-ville. Si maintenant je dis «*le centre-ville est à 25 tonnes*», je suis incapable de fournir une explication quant à comment je prouverais, à moi-même ou à autrui, qu'il est à 25, plutôt qu'à 23, ou 27 tonnes.

Ainsi le premier énoncé a une méthode de vérification, le second n'en a pas. Le premier a un sens, le second n'en a aucun. Le sens et la valeur de vérité ne sont pas la même chose. Si quand nous atteignons le centre-ville, le compteur est à 15 et non pas à 12, alors mon énoncé initial était faux. Mais il avait néanmoins un sens.

Ainsi l'hypothèse du foisonnement éolien était fautive, néanmoins elle avait un sens.

L'hypothèse allemande du 100 % renouvelables a un sens, même si sa vérification *en amont* est tellement complexe que sa vérification se fera, en pratique, *en aval*, autrement dit par la concrétisation du programme que l'hypothèse sous-tend. Donc, comme pour le foisonnement, on verra, à l'usage, si l'hypothèse était vraie. Entre temps, l'industrie aura vendu ses machines.

L'hypothèse de la vertu climatique de l'électrification, on vient de l'envisager, n'est pas vérifiable en amont. Est-elle plus aisément vérifiable en aval? Pour cela, il faudrait que dans la concentration en CO2 de l'atmosphère, telle qu'elle évolue entre maintenant et 2035, 2040 ou 2050, peu importe, on puisse isoler la contribution, en plus ou en moins, de l'électrification, en France, entre maintenant et l'horizon retenu.

Or, de façon évidente, la concentration en CO2 est un solde planétaire, sans traçabilité possible au niveau de détail, des contributions éventuelles des multitudes d'activités humaines, ici et là, qui tantôt génèrent, tantôt absorbent, tantôt évitent des émissions.

Ainsi, si l'hypothèse n'est vérifiable ni en amont ni en aval, elle n'est jamais vérifiable. Donc, au sens de Wittgenstein, au sens strictement logique, elle n'a pas de sens – *pas en tant qu'énoncé prétendant décrire la réalité physico-chimique à venir de l'atmosphère*.

Ceci étant, elle peut quand même avoir un sens, mais seulement en tant qu'*acte de foi*. C'est à ce propos que nous avons parlé au début de "fiançailles".

Bien sûr, il n'y a rien de répréhensible au fait de faire acte de foi. Chacun de nous, à diverses occasions, fait acte de foi. La question qui se pose est celle du contexte d'une république laïque se réclamant de la Raison des Lumières. Dans une telle république, qu'est-ce qui m'autorise à, de quelque manière, imposer à mes concitoyens ce que j'envisage comme désirable au titre de mon acte de foi?

Je peux tout au plus justifier, au titre de mon acte de foi, de m'astreindre à tel ou tel comportement. Cela, nous semble-t-il, témoignerait de l'*humilité* à laquelle Mr Jancovici appelle dans son commentaire.

Au-delà, je peux aussi m'efforcer de convaincre mes concitoyens de s'engager dans le même acte de foi que moi, mais je me mets alors sur la voie du prosélytisme.

Si je veux revenir sur le sol stable et sain d'un fonctionnement républicain basé sur la raison et non la croyance, je peux éventuellement essayer de faire évoluer le comportement de mes concitoyens vers celui qui découle de mon acte de foi, sans que cela nécessite de leur part l'acte de foi lui-même – appelons cela "*susciter l'adhésion par l'exemple*".

Pour illustrer: si tous les anti-nucléaires de France, le niveau actuel de consommation électrique annuel par tête étant 100, dont 70 fournis par le nucléaire, s'astreignaient à fonctionner désormais sur la base d'un niveau de consommation de 30, ce changement de comportement (appelons-le sobriété, décroissance, peu importe, en tout cas sa *cohérence* serait appréciée) serait susceptible de susciter l'adhésion de tas de gens qui ne sont pas particulièrement pro- ou anti-nucléaires, mais qui verraient la possibilité de retirer du comportement lui-même, indépendamment de sa motivation, des avantages qui n'auraient pas été a priori envisagés.

Or, pour espérer susciter l'adhésion de mes concitoyens à mon comportement sur la base de la valeur exemplaire de celui-ci, la chose primordiale à considérer, c'est, comme en médecine, d'éviter, par mon comportement, de leur nuire: «*primum non nocere*».

Association ADTC - Avis De Tempête Cévenole
16-18 Le Saboul, 07200 Lentillères
contact@adtc07.org

Nos publications téléchargeables sur le site: www.perspectivesecologiques.com (mot-clé ADTC)

contact@adtc07.org